

HAILEMARIAM DESALEGN

ancien Premier ministre de l’Ethiopie

Nathalie DELAPALME

Monsieur le Premier ministre, si vous le voulez bien, je vais terminer avec vous. En tant que Premier ministre, vous avez été l’un des plus fervents militants et défenseurs de cet accord. S’intéresser à la jeunesse et lui offrir des perspectives ont toujours été votre principale préoccupation. 60 % de la population du continent a moins de 25 ans. Cette génération est en général mieux éduquée mais moins employée que la génération de ses parents, la plupart du temps privée de perspectives économiques et se sent exclue des décisions politiques, de la capacité à se sentir investie d’une responsabilité dans les engagements politiques qui sont pris.

Comment la jeunesse africaine peut-elle être convaincue de l’intérêt qu’elle a dans cet accord ? Comment peut-elle participer, se sentir intégrée ? Voilà ce qui représente sans doute un réel défi.

Hailemariam DESALEGN

J’aimerais tout d’abord vous remercier pour cette opportunité et je commencerai par une note positive : l’Afrique prend ses responsabilités et endosse le leadership pour mettre en place une zone de libre-échange à l’échelle du continent. Et c’est précisément ce qui nous a fait défaut pendant très longtemps pour intégrer le continent. Aujourd’hui, l’Afrique est en marche, nous devons saisir cette opportunité et nous appuyer sur ces évolutions positives.

Deuxième aspect que je voulais évoquer : dans notre agenda 2063, nous avons déclaré que nous devons travailler à l’intégration de l’Afrique. Une Afrique intégrée et prospère, en paix avec elle-même et ses voisins, telle est notre vision. La zone de libre-échange constitue assurément l’un des moyens d’intégrer notre continent, il s’agit d’un jalon très important.

Nous ne pouvons échanger ce que nous ne produisons pas. La question tout entière se réduit donc à notre capacité de production, à une capacité humaine forte et productive ainsi qu’à la question de la jeunesse. Sans cette capacité de production, nous sommes dans l’impasse. Si nous ne produisons pas, comment pouvons-nous espérer échanger les uns avec les autres ? Plus de la moitié des exportations de l’Afrique concernent le secteur de l’extraction, une solution qui n’est pas pérenne et nous empêche de créer des emplois pour la jeunesse. Par conséquent, il nous faut nous doter d’une capacité de production protéiforme. En règle générale, la croissance et le développement sont dépendants des chemins empruntés. Nous devons nous concentrer sur notre avantage concurrentiel, soit l’agriculture, qui emploie plus de 60 % de la population en Afrique. Dans le cas contraire, nous nous exposerons à des problèmes pour relever les défis réels qui attendent l’Afrique aujourd’hui

Pourquoi le Nigéria s’inquiète-t-il autant de la zone de libre-échange ? Tout simplement parce que le pays produisait une agriculture abondante avant de découvrir le pétrole. Il a négligé de se concentrer sur l’agriculture et sa dépendance quasi complète au pétrole a incité les citoyens à poser la question des orientations que le pays devrait prendre. Il s’agit là d’une réelle opportunité pour les Nigériens car ils comprennent qu’ils ne sont pas en mesure d’être concurrentiels sur des secteurs productifs par rapport à leurs homologues africains. Il est nécessaire qu’ils améliorent leur capacité de production le plus rapidement possible. Par conséquent, pour le Nigéria et d’autres pays africains similaires, des choix politiques clairs doivent s’opérer afin de diversifier leurs économies vers les secteurs productifs. Où en est la politique au Nigéria pour que le pays se dote de la capacité de production nécessaire pour produire et échanger avec ses homologues africains ?

Il s’agit d’un grand pays à la population immense, dont 70 % de moins de 30 ans. C’est un pays très jeune et si vous ne faites rien à cet égard, qu’il s’agisse de la zone de libre-échange ou non, alors vous allez vous retrouver empêtrés dans des crises. Le Nigéria va bientôt être menacé par sa propre jeunesse, nous avons donc besoin de l’accord de libre-échange pour créer du lien avec notre jeunesse, maintenant qu’elle est sensibilisée au numérique. Le professeur Uri a déclaré que nous souffrons d’un déficit d’infrastructures mais il existe un moyen de faire appel aux

technologies et aux économies numériques pour rattraper notre déficit d'infrastructure dans une certaine mesure, sinon entièrement. Par conséquent, l'e-commerce va nous aider à améliorer et renforcer l'intégration en soutenant les micro-entreprises et les PME.

Des membres de la diaspora africaine ont conçu un programme et un projet pour créer des emplois à travers l'e-commerce, 3,5 millions pour commencer puis plus de 20 millions d'ici 15 ans. Soit 20 millions de jeunes qui bénéficieront d'un emploi décent en contribuant aux échanges commerciaux. Les petites et moyennes entreprises et les micro-entreprises vont échanger les unes avec les autres de cette manière et par conséquent offrir des emplois aux jeunes.

L'accord de libre-échange économique implique que si nous produisons et échangeons les uns avec les autres, alors nous pourrions créer en grand nombre des emplois pour nos jeunes. Les petites et les moyennes entreprises créent 60 à 70 % des emplois en Afrique, comme aux États-Unis. Au Japon, les petites et moyennes entreprises créent plus de 60 % des emplois. Par conséquent, la zone de libre-échange ne saurait être une simple vitrine commerciale mais s'inscrit également dans le développement de la capacité de production du continent. C'est là le principal enjeu et les Africains l'ont bien compris. Dans notre agenda 2063, nous insistons sur la capacité de production, notamment l'agriculture, l'industrie légère et la production très consommatrice de main-d'œuvre, où nous pouvons remplacer les pays asiatiques pour lesquels le coût du travail devient de plus en plus cher et ainsi combler l'écart à venir dans l'échelle globale des interactions économiques. Avec sa capacité très excédentaire, la Chine se tourne aujourd'hui vers l'Afrique et nous pouvons combler cet écart très rapidement.

Ces dichotomies, Europe-Afrique ou Chine-Afrique et même France-Afrique ou Royaume-Uni-Afrique affaiblissent la capacité de l'Afrique à négocier avec un nombre restreint de partenaires consolidés. Il faut trouver des solutions. L'Afrique devient un ingrédient épicé par n'importe qui et partout, il faut y mettre un terme, et rapidement, si l'Afrique veut bénéficier de son intégration à l'international. Nous voulons que l'Europe, la Chine et l'Afrique travaillent de concert. Rien ne contredit notre ambition de croissance et de développement mutuels. Les migrations cesseront les jeunes ont la possibilité d'obtenir ces emplois en Afrique, par conséquent l'Europe doit réfléchir aux moyens d'en créer pour la jeunesse africaine. Sinon, celle-ci va quitter le continent, qu'on le veuille ou non. Peut-être que certains vont se noyer dans la mer Méditerranée mais d'autres en réchapperont et parviendront jusqu'en Europe.

Nous devons donc coopérer, et dès maintenant. Je suis très heureux que l'Europe ait pleinement compris qu'elle a besoin de coopérer avec l'Afrique dans des domaines où nous pouvons créer des emplois sur le continent. Le professeur Uri a rappelé que le déficit d'infrastructures constitue l'un des principaux problèmes à résoudre si nous voulons que la zone de libre-échange soit un succès. Dans le monde, des flux financiers considérables, qui cherchent pourtant à être investis, ne sont pas utilisés. Comment pouvons-nous investir cet argent en Afrique ? Il faut des mécanismes de garantie pour les risques perçus et les risques réels en Afrique. L'Union européenne et ses États membres doivent réfléchir à la création d'un programme de garantie permettant aux investissements de circuler en Afrique, contribuant à combler le déficit d'infrastructures, et auquel les investisseurs européens pourraient participer de manière compétitive. Il semble à l'heure actuelle que les Européens refusent d'investir en Afrique et continuent de tenir d'autres responsables de la résolution de ce déficit.

En tant qu'Africains, nous devons aussi comprendre que nous voyons à très court terme. Nous devons créer un climat propice sur le plan économique et un environnement favorable aux investissements. Par conséquent, nous devons régler la question cruciale de la gouvernance, des pratiques illégales et de la corruption. Et éliminer la multitude de formalités administratives superflues. Ces questions brûlantes doivent être bien comprises et gérées de manière adaptée. Des flux considérables d'investissement irrigueront alors le continent.

Nous devons réfléchir à ces questions et défis de manière globale et notre jeunesse doit rester au cœur de nos préoccupations. Je ne crois pas que les dirigeants africains puissent dormir tranquilles sans avoir réglé au préalable la question du chômage des jeunes et les défis de participation auxquels ils se heurtent aujourd'hui. Demain, la jeunesse va s'emparer des palais et prendre le pouvoir, qu'on le veuille ou non. Nous avons tous observés les printemps arabes au Moyen-Orient et c'est au tour du printemps africain de survenir si nous ne changeons rien. Nous devons prêter attention à la manière dont nous traitons la jeunesse, car on observe également un effet d'entraînement en Europe et ailleurs dans le monde. Notre jeunesse doit prendre la place qui lui revient, non pas demain, mais dès à présent et mener ce processus.

Nous devons être inclusifs et intégrer la jeunesse dans le processus. Ces vieux dirigeants d'Afrique doivent très rapidement être remplacés par des dirigeants plus jeunes. Dans le cas contraire, la jeunesse s'emparera du pouvoir par la force, misant sur les manifestations. Il ne faut pas en appeler à un changement constitutionnel ni d'époque pour s'accrocher au pouvoir. La période est cruciale pour comprendre les enjeux et les dynamiques en cours sur le continent. Mais la zone de libre-échange ne constitue qu'une part de cette question globale. Et la jeunesse constitue un maillon essentiel, à la fois pour les Africains et les Européens.